

Résultats de l'enquête 2024 réalisée auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales de PCQVP

Brendan O'Donnell. Avril 2024

Table des matières

Principaux résultats

- | | | |
|---|---|---|
| 1 | <u>IMPACT – FAITS MARQUANTS DE 2024</u> | Impacts constatés par les coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête en 2024. |
| 2 | <u>INTRODUCTION</u> | Quelle est l'utilité de cette enquête et comment fonctionne-t-elle ? |

Fonctionnement du réseau

- | | | |
|---|---|--|
| 3 | <u>CONNECTIVITÉ GÉNÉRÉE PAR LES CAMPAGNES ENTRE 2020 ET 2024</u> | Au fil du temps, la connectivité du réseau a été renforcée par des campagnes et par l'organisation en régions. |
| 4 | <u>DYNAMISME – IMPRESSION DE PROGRESSION PARMIS LES COORDINATEUR·RICE·S NATIONAUX·ALES ENTRE 2020 ET 2024</u> | Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont perçu que leurs coalitions avaient une influence, mais que certaines pourraient bénéficier d'un soutien supplémentaire. |
| 5 | <u>DÉSÉQUILIBRES DE GENRE AU SEIN DES ORGANES DE GOUVERNANCE DES COALITIONS</u> | Les progrès réalisés en faveur d'une meilleure représentation des femmes au sein des organes de gouvernance des coalitions ont stagné. |
| 6 | <u>SUIVI DES PROBLÈMES D'ESPACE CIVIQUE</u> | La plupart des coalitions sont confrontées à des problèmes en matière d'espace civique. |

Progrès du réseau

- | | | |
|---|--|--|
| 7 | <u>PROGRÈS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES ENTRE 2020 ET 2024</u> | Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont jugé que leur coalition avait réalisé des progrès pour atteindre les cinq résultats stratégiques de Vision 2025 au fil des ans, et ont souligné un grand nombre de victoires de plaidoyer en 2023. Les nouvelles campagnes de plaidoyer portaient sur les décisions nationales de gouvernance extractive en amont de nouvelles productions. |
| 8 | <u>RÉORIENTATION VERS LES QUESTIONS DE TRANSITION EN 2024</u> | La participation à des campagnes portant sur les transitions énergétiques et les minerais de transitions a vraiment pris de l'ampleur en parallèle de l'évolution du réseau dans le cadre de la stratégie Vision 2025. |

Stratégie

- | | | |
|---|---|--|
| 9 | <u>BREFS RETOURS SUR LA STRATÉGIE VISION 2025</u> | Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont jugé que le réseau mondial progressait modérément dans la |
|---|---|--|

mise en œuvre de la stratégie Vision 2025, qui a été jugée pertinente et favorable.

10 [RÉCITS DE PROGRÈS](#)

Les riches descriptions du travail de plaidoyer réalisé par les coalitions donnent vie au réseau.

1. Faits marquants de 2024 en matière d'impact

Ici, le mot « impacts » désigne les activités décrites par les coordinateur·rice·s nationaux·ales dans l'enquête de 2024 pour lesquelles le plaidoyer des coalitions a contribué à générer des changements externes en matière de divulgation, de gouvernance et de transitions énergétiques. Ces impacts incluent la description qu'ont fait les coordinateur·rice·s nationaux·ales d'un changement de système visible, d'une nouvelle divulgation, d'un nouvel engagement de la part d'un·e décideur·ne important·e, d'un changement de politique ou de gouvernance, ou d'une amélioration des avantages ou protections offertes aux citoyen·ne·s. Pour un descriptif complet de *tous* les types de progrès et des résultats recensés, veuillez consulter les annexes [1 à 6](#).

[Transitions énergétiques, minerais de transition et climat](#)

- ★ PCQVP **Zambie** a plaidé avec succès pour **le renforcement de la législation concernant les ressources minérales** et pour que le gouvernement **propose un projet de stratégie nationale pour les minerais critiques** qui sera soumis à une consultation publique.
- ★ PCQVP **République démocratique du Congo** et ses partenaires ont plaidé avec succès pour la **renégociation du contrat minier entre la RDC et la Chine** afin d'améliorer la gouvernance ainsi que les avantages et protections offerts à la RDC.
- ★ PCQVP **Irak** a obtenu **de la part des compagnies pétrolières qu'elles s'engagent publiquement à remédier aux graves problèmes de pollution à Bassora**. La coalition a pour cela réuni des acteur·rice·s de la société civile et des communautés ainsi que des acteur·rice·s étatiques et des instituts de recherche afin de faire pression.
- ★ PCQVP **Mali** a obtenu que les extractions de lithium prévues soient soumises à des **lois stratégiques sur les minerais et à des conditions de contenu local**, et que les opérations soient **supervisées par des organes comprenant des membres de la communauté**.
- ★ PCQVP **Australie** et ses partenaires ont obtenu la **divulgation d'informations financières relatives au climat**, exigées en 2024.

[Divulgation plus large et de meilleure qualité](#)

- ★ PCQVP **Burkina Faso** a obtenu l'accord du groupe multipartite de l'ITIE pour soutenir la divulgation de **données liées au genre**.
- ★ PCQVP **Colombie** a signalé la création d'une **plateforme d'accès aux données**.
- ★ PCQVP **Congo** a obtenu du gouvernement qu'il s'engage à inclure le **secteur forestier dans le champ d'application de l'ITIE**.
- ★ PCQVP **RDC** a obtenu du groupe multipartite de l'ITIE qu'il soutienne la création d'une **loi** complète et juridiquement contraignante **sur la divulgation**. PCQVP **République kirghize** a obtenu **une plus grande divulgation des données des entreprises à l'échelle locale**.
- ★ PCQVP **Inde** a fait part du lancement d'un **portail d'informations sur les licences**.
- ★ PCQVP **Indonésie** et ses partenaires ont obtenu la création de **nouveaux portails de données** comportant des données de l'ITIE.
- ★ PCQVP **Irak** et ses partenaires de l'ITIE ont obtenu la création d'une directive gouvernementale pour la **divulgation de l'ensemble des contrats pétroliers et gaziers**.
- ★ PCQVP **Liberia** a obtenu que les compagnies minières **divulguent des données sur les mines affectant les communautés**.
- ★ PCQVP **Mali** et ses partenaires de l'ITIE ont obtenu la **publication massive de contrats** par le biais d'un système de divulgation de contrats.

- ★ **PCQVP Mauritanie** a obtenu la création de **dispositions concernant la propriété réelle et les licences dans la mise en œuvre de l'ITIE.**
- ★ **PCQVP Sierra Leone** a obtenu la divulgation de **données supplémentaires sur les ventes et le chiffre d'affaires** afin de permettre aux communautés de calculer leurs droits en matière de fonds de développement.
- ★ **PCQVP Tadjikistan** a contribué à obtenir le lancement d'un **portail de données ITIE sur la propriété réelle.**
- ★ **PCQVP Zimbabwe** a obtenu la création d'accords boursiers sur **les normes minimales de divulgation des entreprises.**

Utilisation des données pour une meilleure gouvernance.

- ★ **PCQVP Burkina Faso** a utilisé des données sur l'exportation et les redevances pour dénoncer les taux de redevance pour l'or qui sont maintenus artificiellement bas, et **a plaidé avec succès pour que le gouvernement augmente le taux des redevances.**
- ★ **PCQVP** - le succès du plaidoyer pour la renégociation du contrat minier mentionné ci-dessus entre la RDC et la Chine a été rendu possible grâce à une **analyse du contrat** réalisée par PCQVP RDC et ses partenaires.
- ★ **PCQVP Madagascar** et ses partenaires ont utilisé l'ITIE et d'autres données pour influencer le gouvernement en ce qui concerne **les taux des redevances minières et leur distribution.**
- ★ **PCQVP Mali** surveille depuis longtemps les transferts infranationaux, ce qui a **permis aux communautés d'assurer une surveillance et d'exiger davantage de bénéfices** suite aux nouveaux flux de revenus octroyés aux municipalités locales.
- ★ **PCQVP Tanzanie** a plaidé avec succès pour **empêcher les changements juridiques** menaçant une perte de souveraineté publique sur les ressources naturelles.
- ★ **PCQVP Zimbabwe** a aidé des organisations communautaires à analyser le projet de loi minière avant qu'il soit adopté, **ce qui a renforcé la capacité d'influence des OSC/OC.**

Des coordinateur·rice·s nationaux·ales ont aussi évoqué la réalisation d'un travail très important pour [autonomiser les communautés et les groupes exclus](#), notamment celles et ceux de **Côte d'Ivoire**, PCQVP **Ghana**, PCQVP **Guinée**, PCQVP **Guinée-Bissau**, PCQVP **Kosovo**, PCQVP **Liban**, PCQVP **Liberia**, PCQVP **Malawi**, PCQVP **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, PCQVP **Philippines**, PCQVP **République kirghize**, PCQVP **Sénégal**, PCQVP **Timor-Leste**, PCQVP **Tunisie**, PCQVP **Ouganda** et PCQVP **Yémen**.

2. Introduction - Quelle est l'utilité de cette enquête et comment fonctionne-t-elle ?

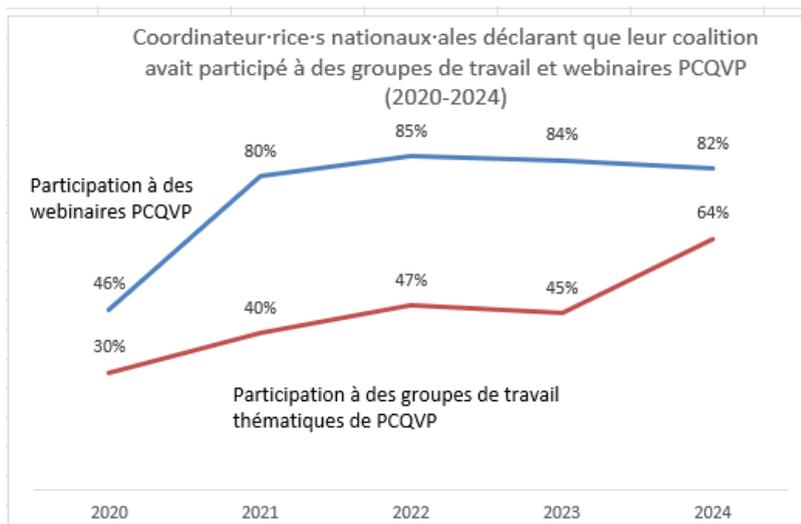
Une enquête annuelle réalisée auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales (CN) de PCQVP a débuté en 2020 afin de suivre les progrès du réseau vers la stratégie [« Vision 2025 »](#). Trente-quatre coordinateur·rice·s nationaux·ales ont répondu à l'enquête de 2024 : au moment de l'enquête (de janvier à février 2024), on comptait au total 46 coordinateur·rice·s nationaux·ales et 51 coalitions nationales (6 coalitions n'avaient alors pas de coordinateur·rice national·e). L'enquête était disponible en arabe, en français, en russe, en espagnol et en anglais.

L'enquête recueille des données pour assurer le suivi des évolutions et de la continuité des progrès du réseau dans la mise en œuvre de la stratégie quinquennale « Vision 2025 » de PCQVP en interrogeant les coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les activités et les expériences de leur coalition au cours des 12 derniers mois. Les résultats de l'enquête donnent un aperçu des progrès des coalitions nationales (et donc du réseau) à travers les yeux des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu, et permettent de recueillir des informations sur les impacts des coalitions. L'enquête 2024 était plus courte que les versions précédentes. L'enquête réalisée auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales ajoute un point de données unique (limité) pour aider à trianguler d'autres informations recueillies par le secrétariat international, à comprendre les avancées et à renforcer la mise en œuvre de la stratégie à l'échelle mondiale.

Un grand merci aux coordinateur-riche-s nationaux-ales représentant les 34 coalitions qui ont répondu à l'enquête : Australie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Colombie, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Irak, Kosovo, Liban, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique du Congo, République du Congo, République kirghize, Sénégal, Sierra Leone, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Timor-Leste, Tunisie, Ouganda, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

3. CONNECTIVITÉ GÉNÉRÉE PAR LES CAMPAGNES ENTRE 2020 ET 2024.

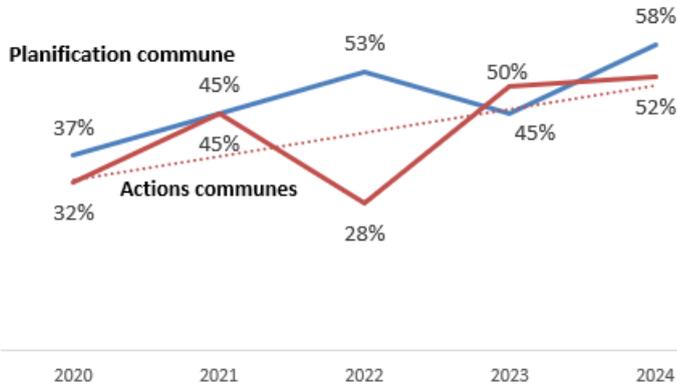
Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête ont déclaré que la connectivité du réseau PCQVP s'était renforcée au fil du temps grâce aux campagnes et à l'organisation régionale. Entre 2020 et 2024, nous avons constaté une augmentation considérable de la proportion de répondant·e·s déclarant que leur coalition avait participé à des groupes de travail thématiques et à des webinaires organisés par PCQVP. La proportion de coordinateur·rice·s nationaux·ales déclarant que leur coalition avait été inspirée par ses coalitions sœurs de PCQVP à effectuer des changements a également considérablement augmenté, tout comme la participation à des actions et à une planification commune. Parmi les éléments essentiels à cette connectivité, ont été cités les réunions régionales, les appels thématiques, les webinaires et les réseaux sociaux.



PCQVP conserve une forte culture de webinaires participatifs – 82 % des coordinateur·rices nationaux·ales ayant répondu à l'enquête de 2024 ont déclaré que leur coalition avait participé à des webinaires en 2023, **un pourcentage considérablement plus élevé qu'au début de la stratégie** en 2020 (46 %).

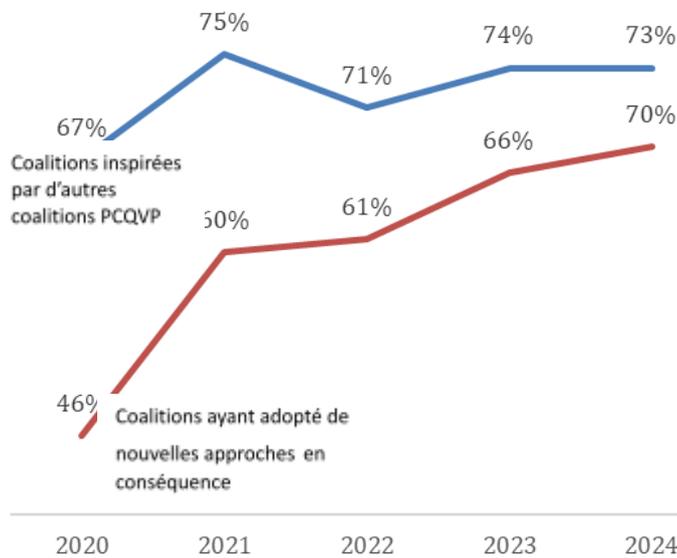
Nous avons également observé une **augmentation considérable** de la proportion de répondant·e·s **déclarant avoir participé à des groupes de travail thématiques de PCQVP** – 30 % dans l'enquête de 2020 et 64 % dans celle de 2024.

Coordinateur·rice·s nationaux·ales déclarant que leur coalition avait participé à des activités de plaidoyer et de planification communes avec d'autres coalitions PCQVP (2020-2024)



Nous avons observé une légère amélioration de la proportion des coordinateur·rice·s nationaux·ales déclarant que leur coalition **avait participé à des actions de plaidoyer avec d'autres coalitions PCQVP** au cours des 12 derniers mois. Le taux initial était de 32 % en 2020, contre 52 % en 2024. Cela **indique également une reprise importante suite à la baisse** observée au milieu de la période de la stratégie, qui était probablement liée à la crise du Covid-19. Les répondant·e·s ont également fait part d'une augmentation de la participation à la **planification de plaidoyer avec d'autres coalitions PCQVP** - 37 % en 2020 contre 58 % en 2024.

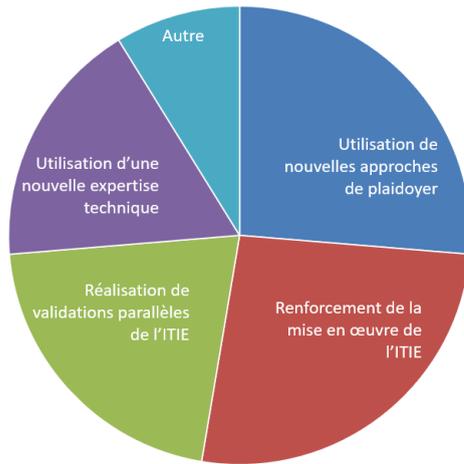
Coalitions ayant appris les unes des autres (2020-2024)



Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu en 2024 ont encore fait état de **niveaux élevés d'apprentissage auprès d'autres coalitions**, des niveaux globalement cohérents par rapport aux années précédentes. Dans l'enquête de 2024, 73 % (24 sur 34) des répondant·e·s ont déclaré que leur coalition avait été **inspirée par d'autres coalitions PCQVP** au cours des 12 derniers mois.

Une grande proportion a également déclaré une fois de plus que leur coalition avait **effectué des changements après avoir été inspirée par d'autres coalitions** : 70 % en 2024, un chiffre bien plus élevé que les 46 % de 2020.

Ce que les coalitions inspirées par d'autres coalitions ont mis en place (2024)

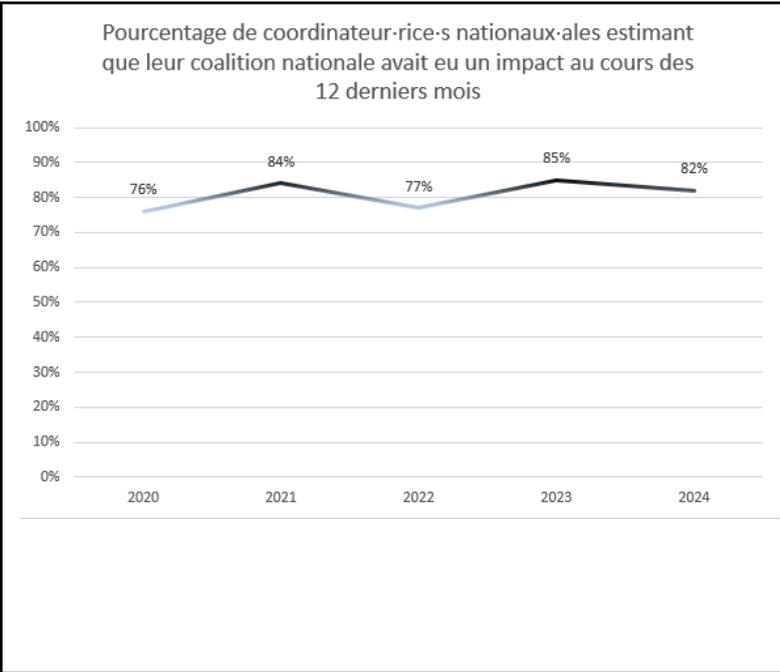


Parmi les 23 coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant déclaré que leur coalition avait effectué des changements, la plupart ont indiqué **l'utilisation de nouvelles approches de plaidoyer** (15 sur 23) et le **renforcement de la mise en œuvre/validation de l'ITIE** (15 sur 23/13 sur 23). Le partage d'enseignements concernant les approches de l'ITIE est resté un point important en 2023, comme au cours des années passées.

Commentaire : la plupart des coordinateur·rice·s nationaux·ales font état de niveaux élevés d'activités en commun avec d'autres coalitions de PCQVP. Cela ne se traduit pas toujours nécessairement par des actions de plaidoyer commun, car il peut être plus pertinent sur le plan stratégique de mener des actions à l'échelle nationale. Cependant, les coalitions semblent être de plus en plus inspirées par la planification commune et le partage d'informations, et en tirer de plus en plus d'enseignements, ce qui crée un réseau plus informé. Les coordinateur·rice·s nationaux·ales **affirment que leur coalition participe à des groupes de travail régionaux et centralisés qui ont permis de galvaniser l'énergie et l'action au niveau du réseau**. Dans les questions à réponse ouverte, ils-elles ont mentionné la participation à **des groupes de travail sur les transitions énergétiques dans les régions MENA, Asie-Pacifique et panafricaine**, ainsi qu'à des **groupes de travail eurasiens** et à des **groupes internationaux sur la transparence des contrats**. Les coordinateur·rice·s nationaux·ales des pays de la région **MENA** et **Asie-Pacifique** donnent un score **particulièrement élevé à leur coalition en matière de connectivité** au réseau (calculé en additionnant les scores de différents types de participation au réseau). Les coalitions nationales et les régions peuvent être définies par la mesure dans laquelle elles sont connectées (avec réserves) : ces données peuvent être fournies sur demande.

4. Dynamisme entre 2020 et 2024 : Impression de progrès parmi les coordinateur·rice·s nationaux·ales

Les coordinateur·rice·s nationaux·ales estiment que les progrès réalisés par leur coalition en 2024 sont satisfaisants et largement conformes à ceux des années précédentes. Il est possible qu'une minorité de coalitions ait **besoin d'un soutien supplémentaire** dans la mesure où leurs coordinateur·rice·s nationaux·ales font état de progrès plus modérés et d'une connexion plus faible au réseau de PCQVP.

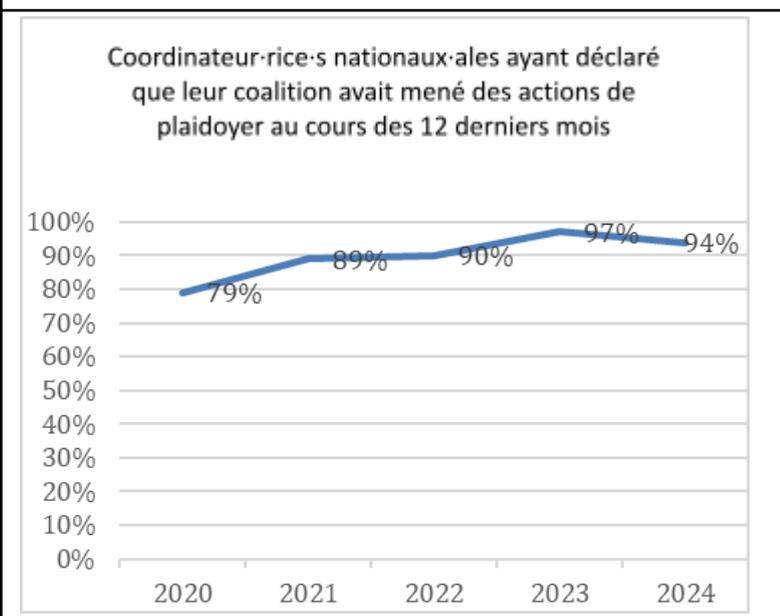


La plupart des coordinateur-ric-e-s nationaux-ales ayant répondu à l'enquête de 2024 (28 sur 34, soit 82 %) estimaient que leur coalition **avait fait une différence en matière de gouvernance des ressources naturelles** au cours des 12 mois précédant l'enquête. Ces chiffres sont cohérents avec ceux des années précédentes.



Dans l'enquête de 2024, les trois quarts des coordinateur-ric-e-s nationaux-ales ont déclaré disposer d'une **stratégie de coalition collective, validée et à jour** pour influencer le gouvernement, les entreprises et les autres parties prenantes clés (25 sur 34).

Cependant, une minorité considérable de coordinateur-ric-e-s nationaux-ales (9 répondant-e-s sur 34, soit environ **un quart**) ont déclaré que leur coalition **ne disposait pas de stratégie à jour**.



En 2024, 30 coordinateur-ric-e-s nationaux-ales sur 32 (**94 %**) ont déclaré que certains membres de leur coalition avaient entrepris **une forme d'action collective** courant 2023. Ces chiffres sont restés élevés et globalement uniformes pendant la période de stratégie.

Commentaire : le fait que les coordinateur·rice·s nationaux·ales fassent part d'**optimisme concernant l'impact de leur coalition est une bonne nouvelle**. Cependant, **certaines coalitions peuvent avoir besoin d'un soutien supplémentaire** lorsque leur coordinateur·rice· national·e rapporte un manque d'impact ou une connexion plus faible au réseau (calculée en additionnant les scores des facteurs de [connectivité](#)). La participation à une [planification commune avec d'autres coalitions PCQVP concernant des questions de plaidoyer](#) est élevée (près des deux tiers des CN ont répondu que leur coalition avait participé à une telle activité). Néanmoins, un tiers des CN ont répondu par la négative. Et parmi le faible nombre (6 sur 34) de coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant déclaré que leur coalition n'avait pas eu d'impact sur la gouvernance des ressources naturelles au cours des 12 derniers mois, tou·te·s ont fait état de niveaux de « connectivité » au réseau plus faibles que la moyenne et la plupart ne disposaient pas de plans à jour. Il est possible que certaines de ces coalitions soient confrontées à un procédé de réorganisation : une lecture détaillée des réponses individuelles à l'enquête pourrait apporter des éclaircissements sur cette question.

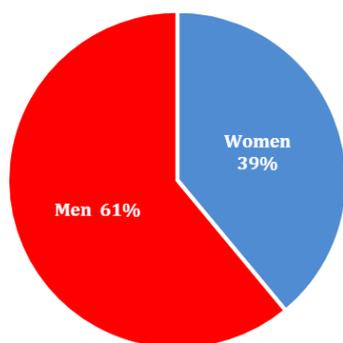
Recommandations.

- Le secrétariat international devrait voir s'il souhaite investir plus de ressources afin de soutenir les coalitions les moins connectées au réseau, ou qui peinent à avoir un impact.
- L'évaluation de la stratégie devrait prendre en compte la contribution des coordinateur·rice·s nationaux·ales dans les coalitions les moins connectées au réseau, ainsi que les membres des coalitions sans coordination nationale active, afin de comprendre s'il existe des lacunes pouvant contribuer à cette déconnexion dans les pratiques du réseau.

5. Déséquilibres de genre au sein des organes de gouvernance des coalitions

Les progrès réalisés en faveur d'une meilleure représentation des femmes au sein des organes de gouvernance des coalitions ont stagné. Le ratio entre les hommes et les femmes au sein des organes directeurs des coalitions nationales reste d'environ 3:2 et n'a pas beaucoup évolué au cours des dernières années. Cependant, plusieurs coalitions possèdent des organes de gouvernance majoritairement féminins.

Proportion des membres du comité de pilotage de PCQVP par genre en 2024

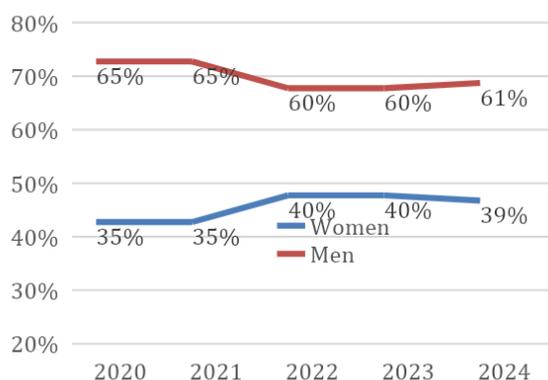


En 2024, 30 des 33 coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête ont déclaré que leur coalition disposait d'un organe de gouvernance. Ils·elles ont ensuite détaillé le nombre de femmes et d'hommes au sein de leur organe respectif : on compte un total de 81 femmes et 129 hommes, toutes coalitions confondues, soit **39 % de postes occupés par des femmes**, contre 61 % par des hommes.

Parmi ces 30 organes de gouvernance,

- **6 (20 %) étaient majoritairement dirigés par des femmes (Tadjikistan, Madagascar, Liban, Colombie, Azerbaïdjan et Australie).**
- 23 étaient majoritairement dirigés par des hommes
- 1 avait un nombre égal de dirigeant·e·s hommes et femmes (**Papouasie-Nouvelle-Guinée**)

Pourcentage de dirigeant·e·s par genre au sein des organes de gouvernance des coalitions de 2020 à 2024



Si nous avons espoir de voir un début d'évolution dans la **proportion de femmes représentées au sein des organes de gouvernance** aux prémices de la période de stratégie, elle **n'a pas évolué de manière significative depuis l'enquête de 2022** et les hommes sont toujours plus nombreux que les femmes, selon un ratio de 3:2.

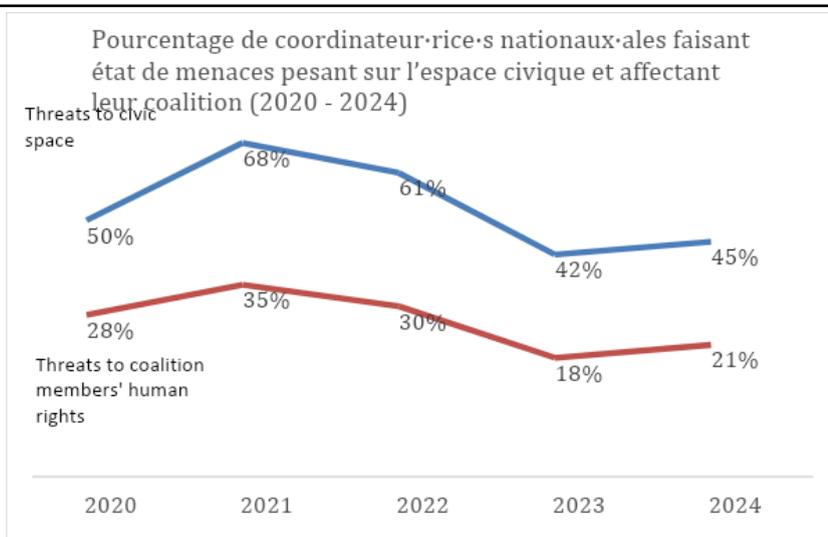
Les coordinateur·rice·s nationaux·ales du **Ghana** et du **Congo** ont spontanément rapporté avoir entrepris des **initiatives afin de recruter plus de femmes au sein des organes de gouvernance**. D'autres coordinateur·rice·s nationaux·ales font peut-être des efforts similaires mais cela n'est pour l'instant pas visible au travers des données.

Recommandations.

- Le réseau doit continuer de remédier au niveau insuffisant de représentation des femmes au sein des organes de gouvernance des coalitions nationales, identifier quels peuvent être les obstacles et tirer des enseignements des coalitions qui ont réussi à gérer cette problématique.

6. Suivi des problèmes d'espace civique

La plupart des coalitions sont confrontées à des problèmes en matière d'espace civique.



Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont continué de faire état de **menaces pesant sur l'espace civique** et les droits des membres des coalitions. Les chiffres de 2024 étaient cohérents avec ceux de l'enquête réalisée en 2023. Si ces chiffres semblent avoir progressé dans la bonne direction suite à la hausse provoquée par la crise du Covid-19 (2020-2022), il semble que les menaces qui pèsent sur l'espace civique sont un point focal pour la majorité des coalitions (voir le prochain point).

67 %

Dans l'enquête de 2024, **67 %** des coordinateur·rice·s nationaux·ales ont déclaré que leur coalition **avait dû se concentrer sur la protection de l'espace civique** de la coalition en 2023.

Descriptions des progrès et défis rencontrés dans le cadre de la défense de l'espace civique

PCQVP République du Congo travaille depuis deux ans sur un projet d'adoption de loi visant à protéger les défenseur·se·s, les militant·e·s anticorruption et les lanceur·se·s d'alerte, étant donné les restrictions de l'espace civique observées dans le pays. Les membres de PCQVP ont rédigé un projet de loi pour la protection de l'espace civique qui sert d'outil de plaidoyer avec le gouvernement et les organes parlementaires. Ils·elles ont également veillé à ce que le processus de validation de l'ITIE pour le Congo conserve une « mesure corrective » appelant le pays à appliquer une telle loi.

PCQVP République démocratique du Congo a financièrement soutenu les jeunes des mouvements citoyens qui étaient menacé·e·s par les autorités de la ville de Kolwezi pour avoir dénoncé le détournement de fonds destinés à déménager des populations. Les militant·e·s ont été forcé·e·s de passer dans la clandestinité.

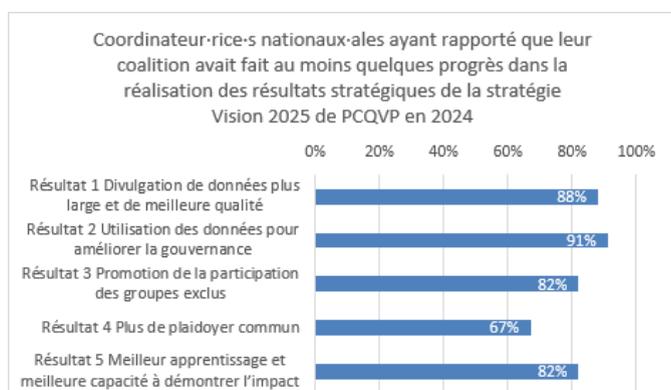
PCQVP Madagascar a publié un rapport sur l'espace civique lié à l'industrie extractive, réalisé avec le soutien du secrétariat de PCQVP dans le cadre du processus de validation de l'ITIE pour Madagascar. **PCQVP Colombie** a réalisé une analyse similaire de l'espace civique pour son processus ITIE.

PCQVP Azerbaïdjan rapporte que la sortie du pays de l'ITIE en 2017 a affaibli la capacité de la coalition à entrer en contact avec le gouvernement et les entreprises, et à les influencer. Selon CIVICUS, le pays « interdit de manière officieuse les rassemblements libres et la tenue d'événements publics ». Cela signifie que la coalition est « privée d'opportunités d'influencer ». Malgré cela, la coalition a organisé avec des experts reconnus une table ronde sur le renforcement de la transparence dans l'industrie minière, et a

publié une déclaration qui a été relayée dans les médias. Bien que toutes les plus grandes agences gouvernementales et entreprises aient été invitées à l'événement, aucune n'y a participé. Cependant, Goskomstat, l'organe gouvernemental ayant rédigé un rapport sur « La transparence dans les industries extractives » a exprimé son intérêt à ce que les entreprises fournissent davantage d'informations et s'est déclaré prêt à continuer la discussion. **PCQVP Tunisie** a mentionné des conversations bilatérales avec PCQVP Azerbaïdjan concernant les questions d'espace civique.

7. Progrès dans la réalisation des 5 résultats stratégiques de PCQVP

La plupart des coordinateur-riche-s nationaux-ales ayant répondu à l'enquête ont jugé que leur coalition avait fait des progrès dans la réalisation des cinq résultats stratégiques de Vision 2025 au cours de la période de stratégie. Un suivi sur quatre ans (2021-2024) révèle que les coordinateur-riche-s nationaux-ales conservent un optimisme constant concernant les progrès réalisés par leur coalition dans la réalisation des 5 résultats stratégiques de PCQVP (malgré la crise du Covid-19 et les répressions de l'espace civique). L'enquête de 2024 fait état d'un grand nombre de [victoires](#) de plaidoyer et de progrès en faveur de l'[autonomisation des communautés](#). Les coordinateur-riche-s nationaux-ales mentionnent aussi les efforts du réseau pour prendre une « longueur d'avance » sur la gouvernance des [minerais de transition](#) en essayant de prendre des décisions avant un nouveau développement des activités minières, notamment en forçant la renégociation d'accords nationaux qui pourraient avoir d'importantes répercussions en aval. Les travaux décrits par les coalitions portent de plus en plus sur les politiques plutôt que sur l'amélioration de certains outils de transparence, bien qu'ils restent importants. De plus, les coordinateur-riche-s nationaux-ales continuent de proposer des [descriptions éloquentes](#) de ces connexions.

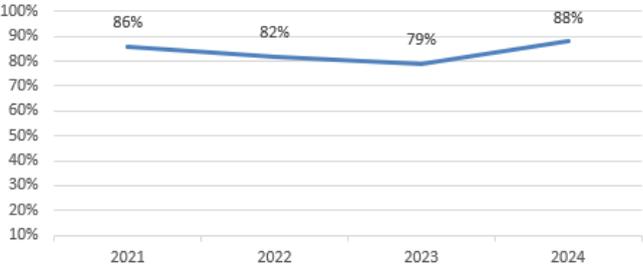
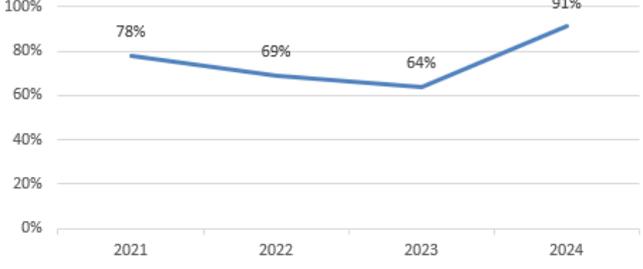


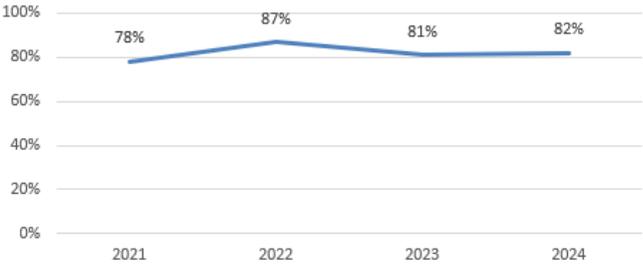
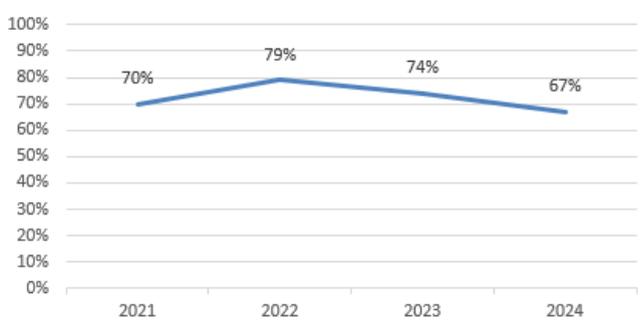
L'enquête de 2024 montre que les **coordinateur-riche-s nationaux-ales ayant répondu** restaient positifs quant aux progrès de leur coalition dans la réalisation des cinq résultats stratégiques de Vision 2025 définis par PCQVP.

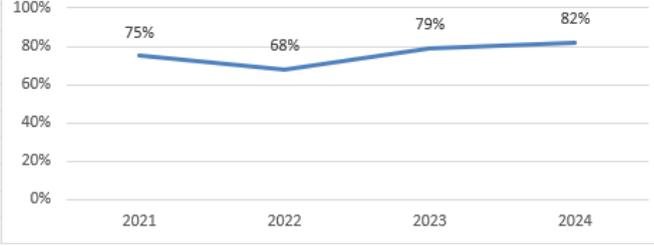
La plupart des coordinateur-riche-s nationaux-ales ont rapporté que leur coalition **avait fait au moins « quelques » progrès pour atteindre les cinq résultats stratégiques de PCQVP :**

- **88 %** ont mentionné avoir fait au moins quelques progrès
- pour le **résultat 1** (plus de divulgations).
- **91 %** pour le **résultat 2** (utilisation des données pour une meilleure gouvernance).
- **82 %** pour le **résultat 3** (promotion d'une plus grande participation).
- **67 %** pour le **résultat 4** (plus de plaidoyer commun).
- **82 %** pour le **résultat 5** (renforcement de la capacité à démontrer son impact/apprentissage).

Un compte-rendu exhaustif de tous les types de progrès recensés est disponible

	<p>dans les annexes, voir aussi le résumé des impacts et les récits de progrès.</p>										
<p>Coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant rapporté que leur coalition avait fait au moins quelques progrès dans la réalisation du RÉSULTAT stratégique 1 – divulgation de données plus large et de meilleure qualité (2021-2024)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2021</td> <td>86%</td> </tr> <tr> <td>2022</td> <td>82%</td> </tr> <tr> <td>2023</td> <td>79%</td> </tr> <tr> <td>2024</td> <td>88%</td> </tr> </tbody> </table>	Année	Pourcentage	2021	86%	2022	82%	2023	79%	2024	88%	<p>RÉSULTAT 1 – divulgation de données plus large et de meilleure qualité : Entre 2020 et 2024, les coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête sont restés systématiquement positifs quant au fait que leur coalition faisait au moins quelques progrès en matière de divulgation de données. Les principaux types de progrès recensés en 2024 étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement de la mise en œuvre de l'ITIE pour garantir des divulgations de données plus larges et de meilleure qualité. • Des progrès en matière de plaidoyer pour la divulgation de la propriété effective • Des progrès en matière de plaidoyer pour la divulgation de contrats. • La divulgation de données relatives au genre. • Des divulgations sur les risques financiers liés au climat. • Des politiques de divulgations boursières. <p>Voir les détails sur les progrès décrits pour le Résultat 1 en 2024 ; le résumé des impacts ; les récits de progrès.</p>
Année	Pourcentage										
2021	86%										
2022	82%										
2023	79%										
2024	88%										
<p>Coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant rapporté que leur coalition avait fait au moins quelques progrès dans la réalisation du RÉSULTAT stratégique 2 – utilisation des données pour améliorer la gouvernance (2021-2024)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2021</td> <td>78%</td> </tr> <tr> <td>2022</td> <td>69%</td> </tr> <tr> <td>2023</td> <td>64%</td> </tr> <tr> <td>2024</td> <td>91%</td> </tr> </tbody> </table>	Année	Pourcentage	2021	78%	2022	69%	2023	64%	2024	91%	<p>RÉSULTAT 2 – utilisation des données pour une meilleure gouvernance : après une apparente diminution en 2021 et 2022 (constatée dans les enquêtes de 2022 et 2023), la proportion de coordinateur·rice·s nationaux·ales déclarant que leur coalition avait progressé et était plus à même d'utiliser les données pour améliorer la gouvernance (Résultat 2) s'est rétablie en 2024 . Les types de progrès décrits par les coordinateur·rice·s nationaux·ales étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Donner aux communautés et à la société civile les moyens d'obtenir des entreprises et des gouvernements qu'ils respectent leurs obligations. • Faire pression pour obtenir réparation pour les dommages infligés. • Faire pression pour obtenir de meilleurs contrats et une meilleure distribution des bénéfices. • Renforcer les cadres politiques et juridiques pour protéger les intérêts publics avant que de nouveaux projets miniers voient le jour. • Susciter des débats nationaux de haut niveau sur la valeur, les avantages et les inconvénients de l'extraction afin de créer
Année	Pourcentage										
2021	78%										
2022	69%										
2023	64%										
2024	91%										

	<p><i>une pression publique en faveur d'une prise de décision plus respectueuse des citoyen-ne-s.</i></p> <p>Voir les détails sur les progrès décrits pour le Résultat 2 en 2024 ; le résumé des impacts ; les récits de progrès.</p>										
<p>Coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant rapporté que leur coalition avait fait au moins quelques progrès dans la réalisation du RÉSULTAT stratégique 3 – promotion de la participation des groupes exclus (2021-2024)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2021</td> <td>78%</td> </tr> <tr> <td>2022</td> <td>87%</td> </tr> <tr> <td>2023</td> <td>81%</td> </tr> <tr> <td>2024</td> <td>82%</td> </tr> </tbody> </table>	Année	Pourcentage	2021	78%	2022	87%	2023	81%	2024	82%	<p>RÉSULTAT 3 – promotion de la participation des groupes exclus : la proportion de coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant déclaré que leur coalition avait fait au moins quelques progrès sur la promotion de la participation des groupes exclus (Résultat 3) a été constamment élevée pendant la période de stratégie. Les types d'activités/de progrès rapportés par les coordinateur·rice·s nationaux·ales en 2024 étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement de l'engagement, des connaissances et des capacités des groupes marginalisés et l'accès à la prise de décision • Le plaidoyer pour l'obtention de fonds miniers communautaires • Le plaidoyer pour une meilleure protection de l'espace civique • Un meilleur accès et une meilleure représentation des femmes dans le processus ITIE • Une analyse de la participation, des avantages et des risques liés au genre <p>Voir les détails sur les progrès décrits pour le Résultat 3 en 2024 ainsi que les récits de progrès.</p>
Année	Pourcentage										
2021	78%										
2022	87%										
2023	81%										
2024	82%										
<p>Coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant rapporté que leur coalition avait fait au moins quelques progrès dans la réalisation du RÉSULTAT stratégique 4 – plus de plaidoyer commun (2021-2024)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2021</td> <td>70%</td> </tr> <tr> <td>2022</td> <td>79%</td> </tr> <tr> <td>2023</td> <td>74%</td> </tr> <tr> <td>2024</td> <td>67%</td> </tr> </tbody> </table>	Année	Pourcentage	2021	70%	2022	79%	2023	74%	2024	67%	<p>RÉSULTAT 4 – participation à plus de plaidoyer avec d'autres coalitions PCQVP : 67 % (22 sur 33) des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête de 2024 ont déclaré que leur coalition avait fait au moins quelques progrès dans la réalisation de ce résultat. Ce chiffre reste légèrement plus bas que celui de 2023 (74 %). Étant donné la petite taille de l'échantillon, cette différence n'est pas significative, mais reste à surveiller dans le temps. D'autres indicateurs démontrant le succès du plaidoyer commun restent positifs.</p> <p>Les types de progrès/d'activités rapportés sont :</p>
Année	Pourcentage										
2021	70%										
2022	79%										
2023	74%										
2024	67%										

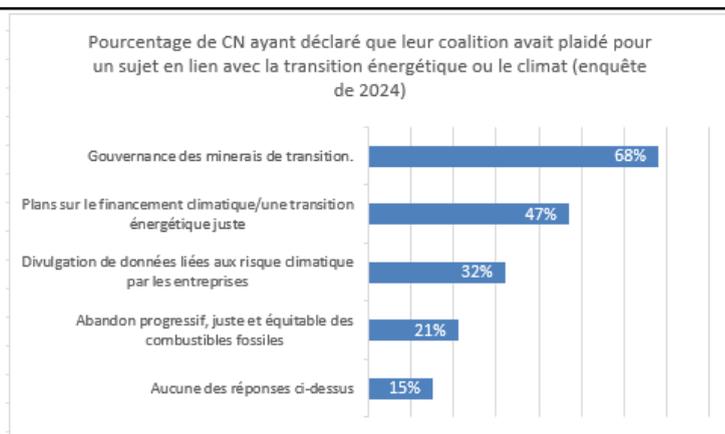
	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de planification et de campagnes communes. • Plus de coalitions participant à des groupes de travail. • Des témoignages de collaborations bilatérales, régionales et transrégionales autour de campagnes et de questions fondamentales. <p>Pour plus de détails sur les progrès décrits par chaque coordinateur-riche national-e dans la réalisation du Résultat 4 en 2024, voir ici.</p>										
<p>Coordinateur-riche-s nationaux-ales ayant rapporté que leur coalition avait fait au moins quelques progrès dans la réalisation du RÉSULTAT stratégique 5 – meilleur apprentissage et meilleure formulation de l’impact (2021-2024)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2021</td> <td>75%</td> </tr> <tr> <td>2022</td> <td>68%</td> </tr> <tr> <td>2023</td> <td>79%</td> </tr> <tr> <td>2024</td> <td>82%</td> </tr> </tbody> </table>	Année	Pourcentage	2021	75%	2022	68%	2023	79%	2024	82%	<p>RÉSULTAT 5 – meilleur apprentissage et meilleure formulation de l’impact : la proportion de coordinateur-riche-s nationaux-ales déclarant que leur coalition avait fait au moins quelques progrès a été constamment forte. Les types d’activités/de progrès décrits étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en œuvre de nouveaux systèmes de S&E. • Le résumé des enseignements, actions et impacts pour les partenaires. • Des formations sur l’accès aux informations et leur utilisation pour les membres des coalitions. • La participation à des formations portant sur plusieurs sujets, notamment la transition énergétique et les minerais de transition, destinées aux membres des coalitions. • L’utilisation des enseignements tirés de l’ITIE pour mieux mobiliser les partenaires et protéger la présence et les intérêts de la société civile. • Des enseignements concernant le champ d’action de la coalition – la nécessité d’être plus inclusive pour avoir une meilleure influence. • Un examen de la stratégie. <p>Pour plus de détails sur les progrès décrits par chaque coordinateur-riche national-e dans la réalisation du Résultat 5 en 2024, voir ici.</p>
Année	Pourcentage										
2021	75%										
2022	68%										
2023	79%										
2024	82%										
<p>Recommandations</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les coordinateur-riche-s nationaux-ales ont décrit des progrès (notamment une augmentation progressive des activités, des résultats et des impacts) dans la réalisation des cinq résultats stratégiques de la stratégie de PCQVP pour 2020-2025. Le secrétariat international doit convenir de certains objectifs pour le réseau ou d’un cadre/d’une vision permettant de définir ce qui constitue un « progrès satisfaisant », et ce pour chacun des cinq résultats stratégiques, afin d’aider les coordinateur-riche-s nationaux-ales et les évaluateur-riche-s à mettre en perspective les progrès rapportés d’année en année (voir les recommandations dans les précédents rapports d’enquête). 											

Cela facilitera les évaluations et orientera le traitement des retours des coordinateur·rice·s nationaux·ales.

2. L'évaluation de la stratégie doit permettre de déterminer si l'attention que porte le réseau à certains éléments de la chaîne de valeur extractive est toujours pertinente avec l'analyse des coordinateur·rice·s nationaux·ales, des coalitions, des communautés et des militant·e·s internationaux·ales concernant ce qui aura le plus d'impact sur les citoyen·ne·s. La théorie du changement doit être ajustée et renouvelée en conséquence.
3. Au fil du temps, la description des progrès faite par les coordinateur·rice·s nationaux·ales considère de plus en plus la divulgation et l'utilisation de données comme faisant partie d'un ensemble d'outils de plaidoyer, plutôt que comme des fins en soi. Les résultats des enquêtes réalisées depuis 2021 (puis ceux d'un examen à mi-parcours qui s'appuie sur les données d'une enquête annuelle) indiquent que l'utilisation de données divulguées pour améliorer la gouvernance est un résultat trop limité, car le plaidoyer nécessite un ensemble d'outils dépassant l'utilisation des données, alors que la transparence n'est pas toujours la question centrale. Citer des types de changement précis en matière de gouvernance (tels que ceux décrits par les coordinateur·rice·s nationaux·ales dans les enquêtes) peut être un point de départ plus pertinent pour décrire les résultats/impacts souhaités, car la divulgation et l'utilisation de données sont considérées comme des approches efficaces pour les atteindre. Une telle approche impliquerait d'avoir une théorie du changement portant davantage sur l'impact final que sur l'outil de transparence.
4. L'évaluation de la stratégie doit avoir pour but d'aider à comprendre quelles approches sont les plus efficaces pour atteindre les résultats escomptés, mais aussi lesquelles le sont moins et lesquelles dont défaut.

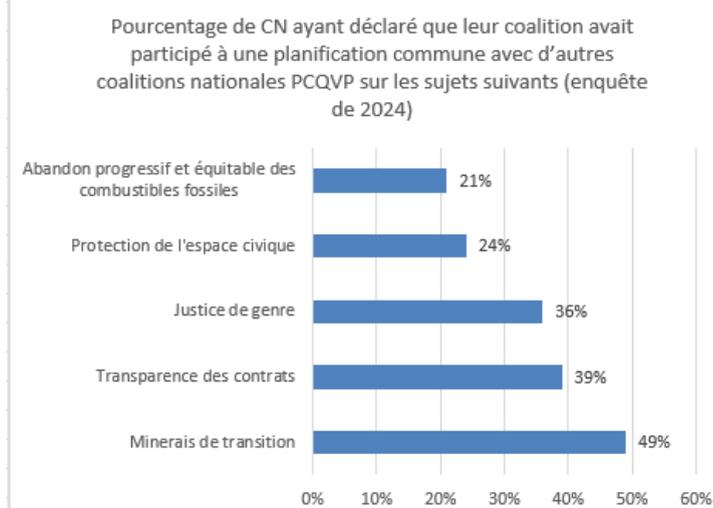
8. Réorientation vers les minerais de transition en 2024

La participation à des campagnes portant sur la transition énergétique et les minerais de transition a vraiment pris de l'ampleur en parallèle de l'évolution du réseau dans le cadre de la stratégie Vision 2025. La plupart des coordinateur·rice·s nationaux·ales ont déclaré avoir participé à des travaux de planification commune et de plaidoyer en coalition portant sur la gouvernance des minerais de transition en 2024. Dans les questions ouvertes, ils·elles ont décrit des [impacts](#), des [progrès de plaidoyer](#) et relaté de [courts récits](#) sur les campagnes menées par leur coalition. Les nouveaux plaidoyers des coalitions portent de plus en plus sur le fait de prendre des décisions et de valider des politiques relatives à la gouvernance des industries extractives avant que de nouveaux projets extractifs voient le jour.



Plus des deux-tiers des personnes ayant répondu à l'enquête en 2024 ont déclaré que leur coalition avait **plaidé en faveur de la gouvernance des minerais de transition** (23 coordinateur·rice·s nationaux·ales sur 34).

Plus de 8 sur 10 (29 coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les 34 ayant répondu, soit 85 %) ont déclaré que leur coalition **avait plaidé pour un sujet en lien avec la transition énergétique ou le climat en 2023**.



Dans l'enquête de 2024, **environ la moitié** (16 sur 34, soit 49 %) des répondant·e·s ont déclaré que leur coalition avait **participé à la planification de travaux portant sur les minerais de transition** avec d'autres coalitions PCQVP en 2023.

Types de revendications de plaidoyer identifiées par les coordinateur·rice·s nationaux·ales

- Chercher à obtenir réparation pour la pollution causée.
- Initier des débats publics et proposer des solutions politiques en vue de nouveaux programmes extractifs.
- Essayer de garantir des avantages par le biais de plaidoyers afin d'obtenir de meilleures clauses contractuelles ainsi que la création de nouvelles lois et politiques/l'amélioration de lois et politiques existantes.
- Renforcer les protections par le biais de changements juridiques en s'appuyant sur l'ITIE et sur des conditions contractuelles.
- Soutenir les communautés et créer des mouvements pour prendre en charge les questions liées à la transition énergétique.
- Faire pression pour obtenir des divulgations sur les risques climatiques encourus.

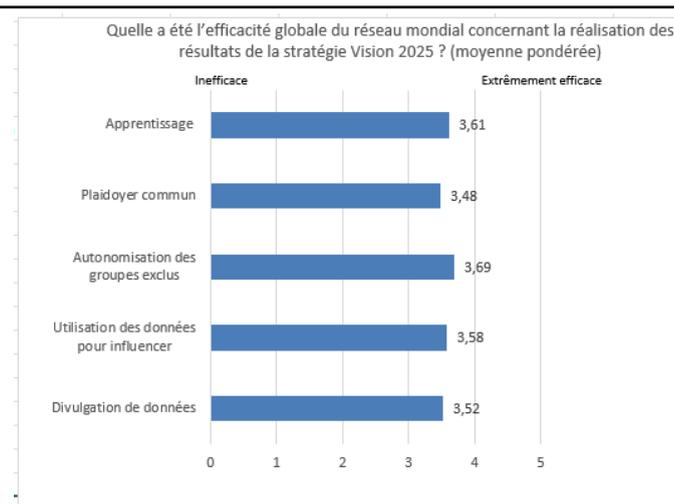
Commentaire : l'enquête montre que la crise climatique et les questions de transition énergétique associées sont aujourd'hui au cœur du travail des coalitions, notamment la question des minerais de transition. Les descriptions que donnent les coordinateur·rice·s nationaux·ales du travail réalisé par leur coalition montre que **dans ce nouveau contexte, il est de plus en plus important de veiller à ce que la justice soit l'élément central de la réponse à la demande croissante en minerais de transition, en parallèle de (ou avant) sa progression.** Les coalitions ont répondu en **initiant et en participant à de nouvelles conversations publiques, en plaidant pour obtenir de nouvelles réponses politiques et de nouvelles réunions.** L'action du réseau sur ce point semble avoir naturellement émané des coalitions, tout en étant favorisée et galvanisée par le secrétariat international. Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont souvent mentionné avoir participé à une planification commune, à des partages d'informations et à des groupes de travail régionaux ([voir ici](#)).

Recommandations.

1. Le réseau doit procéder à une récolte des résultats ou adopter d'autres approches pour comprendre dans quelle mesure les coalitions PCQVP contribuent aux résultats, et définir quelles approches fonctionnent.

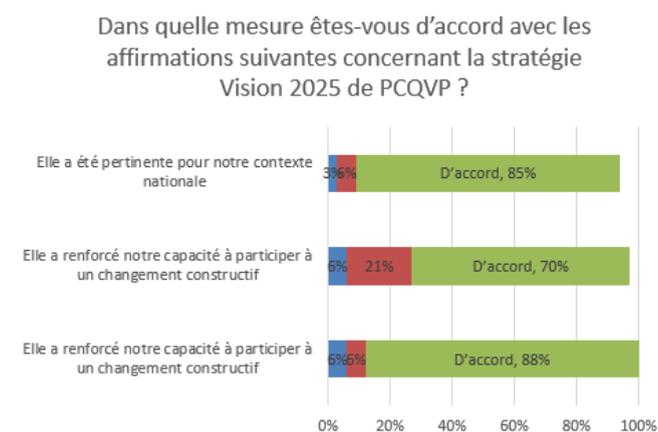
9. Retours de haute qualité sur la stratégie Vision 2025

Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête en 2024 ont estimé que le réseau mondial avait globalement fait de légers progrès dans la mise en œuvre de la stratégie Vision 2025, qui a été jugée pertinente et favorable. Il a été demandé aux coordinateur·rice·s nationaux·ales de faire un retour de très « haute qualité » concernant la stratégie Vision 2025 (celles et ceux qui ont répondu à l'enquête ont confirmé l'efficacité globale du réseau mondial de PCQVP dans la réalisation des résultats de Vision 2025) et la pertinence de cette stratégie pour leur propre coalition. Il est également ressorti que la stratégie avait renforcé la capacité des coalitions à opérer des changements.



Dans l'enquête de 2024, il a été demandé aux coordinateur·rice·s nationaux·ales de noter l'**efficacité globale du réseau mondial** pour chaque résultat. En moyenne, les 33 coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu ont noté l'efficacité du réseau de PCQVP comme étant **modérée à très efficace** pour chacun des résultats de la stratégie Vision 2025.

Peu de coordinateur·rice·s nationaux·ales ont noté que l'action du réseau avait été inefficace pour l'un ou l'autre des résultats (ce n'est arrivé qu'une fois).



Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête de 2024 ont largement trouvé que la **stratégie Vision 2025 avait renforcé la capacité de leur coalition à participer à un changement constructif** (29 sur 33, soit 88 % étaient d'accord sur ce point), tandis qu'une proportion similaire a trouvé que **la stratégie était pertinente pour leur contexte national** (28 sur 33, soit 85 %).

La plupart (23 sur 33, soit 70 %) se sont également accordés pour dire que **la stratégie avait permis des améliorations dans la gouvernance des ressources naturelles**.

Remarque : il faut prendre ces résultats avec précaution, car ils ne remplacent pas une évaluation de la stratégie, et constituent davantage un moyen rapide de recueillir le point de vue des coordinateur·rice·s nationaux·ales.

Recommandation

- L'évaluation de la stratégie doit étudier en détail comment et pourquoi la stratégie Vision 2025 a été efficace et pertinente, pour qui elle l'a moins été et pourquoi, notamment parmi les coalitions qui peinent à la mettre en œuvre.

10. Courts récits de progrès relatés par les coordinateur·rice·s nationaux·ales en 2024

La section qui suit se compose d'une brève sélection d'extraits traduits et résumés parmi les réponses des coordinateur·rice·s nationaux·ales à l'enquête de 2024. Elle décrit le travail de plaidoyer réalisé par les coalitions et **démontre le lien entre les différentes approches** formulées dans la stratégie Vision 2025. Ces exemples ne se limitent pas aux « impacts », mais illustrent la partie immergée de l'iceberg, à savoir les progrès et efforts croissants réalisés par les coalitions.

Obtention d'une renégociation des accords internationaux pour qu'ils profitent davantage à

l'État et aux citoyen·ne·s de la RDC. PCQVP République démocratique du Congo et ses partenaires ont utilisé des rapports d'évaluation de l'ITIE RDC et d'autres agences (le Forum intergouvernemental - IGF) pour interroger et critiquer le contrat minier international entre l'État de la RDC et le Groupement d'entreprises chinoises. La coalition et ses partenaires ont plaidé pour la renégociation du contrat afin que les avantages dont bénéficient les deux États soient rééquilibrés en faveur de la RDC. La Présidence la République a répondu favorablement en créant une commission en vue d'entamer une renégociation qui a été ensuite ratifiée par le biais d'un amendement du contrat chinois.

[#UtilisationDesDonnéesPourUneMeilleureGouvernance](#).

Obtention d'une plus grande part des recettes issues de l'exploitation d'or au Burkina Faso.

PCQVP Burkina Faso a utilisé les données sur l'exportation et les redevances divulguées dans le cadre de l'ITIE Burkina Faso pour identifier des taux maintenus artificiellement bas pour l'or, ce qui signifiait que l'État ne bénéficiait pas du prix élevé de cette ressource. En s'appuyant sur ces données pour estimer les pertes que cela impliquait pour l'État, le plaidoyer mené par la coalition a conduit le gouvernement à augmenter le taux de redevance, une victoire pour le budget national.

[#UtilisationDesDonnéesPourUneMeilleureGouvernance](#).

Utilisation de données divulguées pour autonomiser les communautés au Sierra Leone.

PCQP Sierra Leone a obtenu de la part de sources gouvernementales la divulgation de nouvelles données sous-jacentes concernant la part des recettes issues de l'exportation que le gouvernement verse aux communautés. Cela a permis à ces dernières de comprendre quelle était la somme versée par les entreprises au gouvernement, ce que percevait le gouvernement et de définir quels devraient être les droits des communautés. [#UtilisationDesDonnéesPourUneMeilleureGouvernance](#)

[#AutonomisationDesGroupesExclus](#)

Création d'une loi sur la divulgation au Tadjikistan. La majeure partie du travail réalisé par le réseau de PCQVP consiste à obtenir une divulgation et une redevabilité plus larges et de meilleure qualité grâce à son engagement en faveur de l'ITIE. La coalition de PCQVP Tadjikistan a participé à la création d'un portail en ligne sur les bénéficiaires réels des entreprises minières exerçant dans le pays, alimenté grâce à des informations obtenues auprès d'agences gouvernementales. La coalition a aussi obtenu des amendements et des ajouts à la loi sur l'extraction pour inclure le reporting obligatoire des sociétés extractives, conformément aux exigences de l'ITIE. [#ITIE #DivulgationPlusLargeEtDeMeilleureQualité](#)

Obtention de la publication de contrats miniers au Mali et en Irak. La coalition de PWYP Mali a contribué à l'obtention de la publication de plus de 300 contrats miniers, annexes et amendements par le biais du site internet de l'ITIE Mali, et a modifié la position des agences gouvernementales afin de favoriser la publication systématique de tous les contrats miniers. PCQVP Irak a collaboré avec le groupe multipartite irakien de l'ITIE pour obtenir du ministère irakien du Pétrole qu'il oblige toutes les entreprises nationales et

étrangères à publier chaque contrat pétrolier. [#ITIE](#) [#DivulgationPlusLargeEtDeMeilleureQualité](#)
[#TransparenceDesContrats](#)

Tanzanie - création de débats publics sur les minerais de transition et proposition de solutions.

HakiRasilimali (PCQVP Tanzanie) a participé à, et a initié une discussion nationale sur la transition énergétique via ses canaux en ligne ainsi qu'à la Conférence nationale sur le secteur extractif. L'organisation a insisté sur la nécessité de s'appuyer sur la demande en minerais critiques pour intensifier le développement en Tanzanie. Elle a demandé un examen de la politique nationale sur les minerais, mais aussi des lois associées, afin d'optimiser les bénéfices issus des investissements dans les minerais critiques. La coalition a émis des recommandations politiques sur l'imposition, la protection de l'environnement et le contenu local. La discussion a mis en avant les défis auxquels était confrontée la Tanzanie pour trouver le juste équilibre entre croissance économique et impact environnemental, mais aussi l'augmentation des menaces liées au changement climatique et les risques que court le pays à dépendre de sources étrangères pour le financement d'actions climatiques, la nécessité d'une meilleure imposition et d'une mobilisation plus efficace des ressources nationales, ainsi que la nécessité de remédier aux fuites financières. La coalition a publié un rapport sur le statut de la transition énergétique du pays et a contribué à l'atteinte d'un consensus au sein de la société civile concernant la nécessité de trouver le juste équilibre entre l'utilisation des combustibles fossiles et des énergies renouvelables afin de bénéficier d'un bouquet énergétique durable. [#MineraisDeTransition](#) [#TransitionsÉnergétiquesJustes](#)

Ghana - Dialogue national sur les minerais de transition. Afin d'initier un débat public sur les termes et politiques de l'extraction des minerais de transition, **PCQVP Ghana** a utilisé l'analyse d'un contrat rendu public, portant sur l'extraction de lithium. La coalition a tenu un dialogue national sur les minerais de transition rassemblant des acteurs de la communauté minière, des jeunes et des institutions nationales comme la Commission sur les minerais et le Bureau de recherches géologiques. La discussion portait sur l'extraction de lithium proposée à Awoyaa et a donné lieu à un débat dans les médias nationaux, ce qui a renforcé la surveillance à l'égard de la stratégie de transition énergétique du gouvernement. [#EITI](#)
[#DivulgationPlusLargeEtDeMeilleureQualité](#) [#MineraisDeTransitions](#) [#TransitionsÉnergétiquesJustes](#)

Lutte contre la déréglementation en Australie. En 2023, **PCQVP Australie** a fait des propositions sur les divulgations financières relatives au climat, contribuant ainsi à rendre obligatoire le reporting pour les entreprises à partir de 2024. La coalition a également réalisé deux grands projets de recherche sur les combustibles fossiles, lesquels ont servi de support pour d'autres activités de lobbying. Elle a aussi proposé une série de réformes fiscales, notamment un registre des bénéficiaires réels, un reporting propre à chaque pays et divers mécanismes ayant pour but d'empêcher le transfert des bénéfices et l'évasion fiscale. PCQVP Australie a aussi fait des propositions sur les stratégies relatives aux minerais critiques, s'opposant à la forte pression exercée par le secteur en faveur de la déréglementation. Elle a mis en avant les inégalités du secteur extractif, les impacts non pris en charge et les problèmes liés aux approbations et à la conformité. [#DivulgationPlusLargeEtDeMeilleureQualité](#) [#PropriétéRéelle](#) [#Climat](#) [#MineraisDeTransitions](#)

Création d'un mouvement et d'une dynamique en Indonésie. En 2023, **PCQVP Indonésie** a mené un plaidoyer sur les problématiques liées aux minerais de transition par le biais de différents canaux d'influence, notamment l'ITIE, afin de militer pour une meilleure transparence dans les processus d'établissement de contrats et de licences dans le but de prévenir l'exploitation minière illicite. La coalition a mis en lumière des soupçons de corruption dans l'extraction de nickel et elle a aidé les communautés concernées à mieux comprendre l'impact de la transition énergétique (y compris les flux de revenus) afin qu'elles puissent mieux défendre leurs intérêts. PCQVP Indonésie a également rassemblé des organisations de la société civile issues de tout le pays pour aborder les questions liées à une transition juste. Cette initiative a donné lieu à des demandes collectives et a permis à la coalition de créer, en collaboration avec ses collègues de PCQVP Asie-Pacifique, un groupe de travail sur les minerais de transition afin de créer un plaidoyer commun régional sur l'élimination des combustibles fossiles et les protections liées à l'extraction des minerais de transition. Elle a également participé à des campagnes pour la COP avec des alliés nationaux, a produit des documents politiques sur une transition juste et a utilisé son engagement auprès du Partenariat pour un gouvernement ouvert Indonésie (OGI) pour faire progresser les questions liées à une transition juste. [#MineraisDeTransition](#) [#ITIE](#) [#DivulgationPlusLargeEtDeMeilleureQualité](#)
[#InclusionDesGroupesExclus](#) [#PlaidoyerCommun](#)

Lutte contre la pollution en Irak. Les membres de la coalition **PCQVP Irak** basé-e-s dans la province de Bassora, la première province productrice de pétrole brut du pays, ont organisé la préparation de rapports sur la pollution de l'atmosphère autour des gisements pétroliers ainsi que ses impacts néfastes pour les populations alentour. Ces documents ont été produits par des organisations non gouvernementales, le département fédéral de l'Environnement de la province, ainsi que des spécialistes de l'Université de Bassora. Les villages agricoles étaient particulièrement touchés. Ce problème a ensuite été relayé par les médias internationaux et, grâce au plaidoyer de la coalition, les compagnies pétrolières nationales et étrangères opérant dans le gouvernorat de Bassora ont promis de prendre des mesures afin de remédier à la pollution. [#Inclusion](#) [#ImpactsSociauxEtEnvironnementaux](#)

Recommandations

- Le secrétariat international doit se mettre d'accord sur ce qu'il considère comme un progrès collectif « satisfaisant » pour les cinq résultats stratégiques de PCQVP, sous peine de manquer de « cadre » permettant de contextualiser les progrès rapportés par les coalitions.
- PCQVP doit adopter un cadre commun pour catégoriser les différents types de progrès (dans le [rapport de l'enquête de 2021](#), il a été proposé de créer un cadre qui décrit différentes catégories de résultats comme : « impacts », « signes d'influence », « accès renforcé aux processus décisionnels pour les groupes exclus », « activation de partenaire », « consolidation de la coalition nationale », « intégration du réseau », etc., chacune accompagnée d'une courte définition). Cela permettrait de classer et d'analyser les résultats du réseau.
- Le réseau doit procéder à une récolte des résultats ou adopter d'autres approches pour comprendre quelles sont les contributions des coalitions PCQVP.
- Lors de l'établissement d'une nouvelle stratégie, le réseau doit se demander quels aspects de sa théorie du changement restent pertinents et de quelle manière, et lesquels doivent être mis à jour. Il faudrait pour cela étudier ce qui a le mieux et le moins bien fonctionné, mais aussi ce qui fait défaut ainsi que les approches les plus efficaces pour obtenir des résultats pertinents.

Annexe 1 : Rapports des coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les PROGRÈS accomplis dans le cadre du RÉSULTAT STRATÉGIQUE 1 de PCQVP en 2024 : obtenir du gouvernement/des entreprises qu'ils divulguent plus d'informations.

Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont rapporté les actions suivantes concernant le Résultat 1 de PCQVP (résumées et traduites) :

Suivi ou amélioration de la mise en œuvre de l'ITIE pour garantir des divulgations de données plus larges et de meilleure qualité	Initiation de/participation aux processus ITIE pour garantir des divulgations de meilleure qualité et une meilleure redevabilité, prôner un respect total des exigences de l'ITIE (Tunisie, Liberia, Tanzanie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sénégal), garantir le fonctionnement de l'ITIE (Zambie) et faire progresser la mise en œuvre de l'ITIE (Ouganda)
	Obtention de nouveaux portails de données ITIE en collaboration avec des partenaires (Indonésie, Tadjikistan)
	Amélioration des portails de données ITIE pour une meilleure accessibilité/granularité (Inde, Colombie)
	Obtention du soutien du groupe multipartite de l'ITIE en faveur d'une politique de divulgation juridiquement contraignante (RDC)
Progrès en matière de plaidoyer pour la divulgation de la propriété réelle	Positionnement de la Propriété réelle parmi les priorités du PGO (Australie)
	Initiation d'un plaidoyer sur la propriété réelle via l'ITIE (Philippines, Tanzanie)
Progrès en matière de plaidoyer pour la divulgation des contrats	Progrès général (Guinée-Bissau, Tunisie, Zambie, Ouganda)
	Pression pour la divulgation des contrats encadrant l'extraction dans les mines de nickel (Philippines)
	Progrès pour faire de la transparence sur l'approvisionnement une priorité pour le PGO (Australie)
	Obtention (avec des partenaires de l'ITIE) d'une directive gouvernementale pour que les compagnies pétrolières et gazières publient tous les contrats (Irak)
	Obtention (via l'ITIE) d'une publication massive de contrats grâce à la création d'un système de divulgation des contrats avec l'ITIE (Mali)
Lancement d'un portail d'informations sur les licences (Inde)	
Divulgation de données relatives au genre	Obtention du soutien du groupe multipartite de l'ITIE pour la divulgation de données liées au genre (Burkina Faso)
Divulgations sur les risques financiers liés au climat	Obtention, avec des partenaires, de divulgations financières liées au climat à partir de 2024 (Australie)
Politiques de divulgations boursières.	Obtention (avec des partenaires) d'un accord boursier en faveur de normes minimums de divulgation (Zimbabwe)

Annexe 2 : Rapports des coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les PROGRÈS accomplis dans le cadre du RÉSULTAT STRATÉGIQUE 2 de PCQVP : capacité à utiliser au mieux les informations divulguées afin d'améliorer la gouvernance.

Donner aux communautés et à la société civile les moyens d'obtenir des entreprises et des gouvernements qu'ils respectent leurs obligations	PCQVP Mali surveille depuis longtemps les transferts infranationaux, ce qui a permis aux communautés d'assurer une surveillance et d'exiger davantage de bénéfices suite aux nouveaux flux de revenus octroyés aux municipalités locales. PCQVP Philippines a soutenu la plainte de peuples autochtones contre une entreprise minière qui ne payait pas ses redevances, et a soulevé des
--	---

	<p>questions par le biais des mécanismes de règlement des griefs de PHEITI, ainsi qu'à l'occasion d'une conférence de PHEITI.</p> <p>PCQVP Zimbabwe a aidé des organisations communautaires à analyser le projet de loi minière avant qu'il soit adopté, ce qui a renforcé la capacité d'influence des OSC/OC.</p> <p>PCQVP Australie est en train de créer des outils afin d'améliorer l'utilisation et l'accès aux données. La société civile pourra s'en servir pour la redevabilité.</p> <p>PCQVP Mauritanie a mené des actions de plaidoyer sur les préoccupations sociales, environnementales et fiscales de la communauté.</p>
<p>Faire pression pour obtenir réparation pour les dommages infligés</p>	<p>La coalition de PCQVP Irak et ses partenaires se sont appuyés sur une analyse du secteur pétrolier afin d'identifier les violations du droit par les entreprises et ainsi chercher à obtenir réparation par le biais du gouvernement.</p> <p>PCQVP Congo a participé à la production d'un rapport ITIE, mais a aussi évoqué des lacunes, soulevant publiquement la question d'une potentielle corruption, et a appelé la Haute autorité de lutte contre la corruption ainsi que le Comité national pour la transparence à examiner les données de l'ITIE pour améliorer la gouvernance publique.</p>
<p>Pression exercée pour obtenir de meilleurs contrats et une meilleure distribution des bénéfices</p>	<p>PQVP RDC - avec ses partenaires, la coalition a utilisé l'analyse du contrat minier entre la RDC et la Chine pour faire pression et obtenir la renégociation de ses conditions, afin qu'ils soient plus équitables pour la RDC.</p> <p>PCQVP Tanzanie - a défendu les détails d'une proposition de loi sur la RSE dans le secteur minier.</p> <p>PCQVP Burkina Faso - a utilisé une analyse de données ITIE pour remettre en question les taux de redevance de l'or, ce qui a conduit le gouvernement à les réévaluer afin d'augmenter les revenus de l'État.</p> <p>Les membres de PWYP Inde ont utilisé des données divulguées sur les revenus afin d'interpeller le gouvernement sur la distribution des revenus. L'un-e des membres a mis en place un litige d'intérêt public que les autres ont étudié.</p> <p>PCQVP Madagascar et ses partenaires ont utilisé l'ITIE et d'autres données pour influencer le gouvernement concernant la distribution et les taux des redevances minières.</p> <p>PCQVP Burkina Faso - a réalisé une étude des politiques de contenu local pour renforcer les bénéfices issus de l'exploitation minière à l'échelle locale.</p> <p>PWYP Sénégal s'est servi de la conférence mondiale de l'ITIE à Dakar pour porter l'attention sur la nécessité de renforcer les politiques de contenu local au Sénégal, sur la base des orientations politiques élaborées par la coalition. A plaidé auprès des autorités locales et des entreprises.</p> <p>PCQVP Congo a plaidé pour l'électrification des zones situées à proximité des installations pétrolières. En conséquence, une partie de la communauté pétrolière, notamment la ville de Djeno, dans le département de Pointe-Noire, a déjà bénéficié d'un approvisionnement en électricité en 2023.</p>
<p>Renforcer les cadres politiques et juridiques pour protéger les intérêts publics</p>	<p>PCQVP Azerbaïdjan a organisé un événement de plaidoyer pour l'amélioration de la transparence dans le domaine extractif malgré un espace civique de plus en plus restrictif.</p> <p>PCQVP Tanzanie a plaidé avec succès contre des changements juridiques qui risqueraient d'engendrer une perte de souveraineté publique sur les ressources naturelles.</p> <p>PCQVP Congo a obtenu de la part du gouvernement qu'il s'engage à inclure le secteur forestier dans le champ d'application de l'ITIE, ce qui a permis d'envisager la mise à jour de cadastres forestiers.</p>

	<p>PCQVP Guinée-Bissau a organisé un plaidoyer en faveur de la divulgation des contrats.</p> <p>PCQVP Indonésie a utilisé des données sur la propriété réelle pour proposer une meilleure mise en œuvre des exigences en la matière.</p> <p>PCQVP Côte d'Ivoire a utilisé des données pour identifier les lacunes des dispositions sur le contenu local.</p> <p>PCQVP Zimbabwe - a réussi à influencer les exigences minimales en matière de divulgation boursière.</p> <p>PCQVP Mauritanie a aidé à obtenir la mise en œuvre de l'ITIE, notamment des dispositions concernant la propriété réelle et les licences.</p> <p>PCQVP Sierra Leone a travaillé sur des rapports ITIE, des ADC, des lois et des réglementations.</p> <p>PCQVP Colombie a participé à la validation de l'ITIE, notamment en réalisant une analyse de la liberté dans l'espace civique afin de contribuer à la protéger.</p> <p>PCQVP Ouganda a travaillé sur la divulgation de données de l'ITIE.</p> <p>PCQVP Congo a plaidé en faveur de la loi sur la propriété réelle qui est à présent en train d'être examinée par le parlement.</p>
<p>Susciter des débats nationaux de haut niveau sur la valeur, les avantages et les inconvénients de l'extraction afin de créer une pression publique en faveur d'une prise de décision plus respectueuse des citoyen·ne·s.</p>	<p>Afin d'initier un débat public sur les termes et politiques de l'extraction des minerais de transition, PCQVP Ghana a utilisé l'analyse d'un contrat rendu public, portant sur l'extraction de lithium.</p> <p>PCQVP Tunisie a publié une critique de la Stratégie énergétique tunisienne.</p>

Annexe 3 : Rapports des coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les PROGRÈS accomplis dans le cadre du RÉSULTAT STRATÉGIQUE 3 de PCQVP en 2024 : permettre une participation plus active des communautés, des femmes et des jeunes dans les initiatives de gouvernance extractive.

<i>SOUTENIR LE PLAIDOYER DES GROUPES EXCLUS</i>	
<p>Renforcement de l'engagement, des connaissances et des capacités des groupes marginalisés et l'accès à la prise de décision</p>	<p>PCQVP Australie a rencontré des organisations de Premières Nations pour comprendre quels outils pouvaient aider les communautés touchées par les activités extractives.</p> <p>Les membres de la coalition du Burkina Faso ont travaillé directement avec des femmes déplacées dans le cadre de l'exploitation minière artisanale et leur ont fourni des fonds ainsi que des documents d'identité.</p> <p>La coalition de la RDC a soutenu des groupes communautaires par le biais de petites subventions pour exiger plus de transparence dans le paiement des redevances et de meilleures politiques de réinstallation.</p> <p>La coalition de Guinée-Bissau a formé des membres de sa communauté aux impacts de l'extraction minière et aux méthodes de réparation.</p> <p>Plusieurs membres de la coalition de l'Inde travaillent au quotidien avec des groupes communautaires pour obtenir réparation pour les impacts de l'extraction minière. Ils-elles s'efforcent également de travailler avec des personnes en situation de handicap afin de les aider à affirmer leurs droits.</p> <p>La coalition des Philippines a organisé des ateliers de renforcement des capacités avec des organisations communautaires et des peuples autochtones habitant près des sites d'extraction de minerais de transition, et a soutenu leur participation à la conférence nationale de PHEITI.</p> <p>La coalition du Sénégal a soutenu la formation de deux cohortes de jeunes sur les questions liées à la transition énergétique par le biais du projet « Social Bonds ».</p> <p>La Tunisie a aidé à renforcer les capacités des communautés résistant à l'exploitation de phosphate au sud du pays en les formant sur les mécanismes de gouvernance ainsi que sur leurs droits en matière de gestion des ressources naturelles.</p> <p>La coalition de l'Ouganda a rencontré un peuple autochtone du nord-est du pays</p> <p>La coalition d'Indonésie a organisé plusieurs réunions nationales sur les enjeux des transitions énergétiques sur les sites communautaires. Cela a permis aux OSC, aux ONG ainsi qu'à des groupes locaux et de personnes exclues de formuler des recommandations et de contribuer au plan global d'investissement et de politique du JETP ainsi qu'à d'autres canaux politiques en s'appuyant sur la note de politique de PCQVP Indonésie.</p> <p>La coalition de l'Irak a formé des OC/ONG évoluant dans des zones d'extraction de pétrole sur le sujet de la participation à la gouvernance.</p> <p>La coalition de la Côte d'Ivoire a pour objectif d'optimiser la participation des femmes et des jeunes dans l'approvisionnement « là où des CDLM ont été organisés ».</p>

Plaidoyer pour l'obtention de fonds miniers communautaires	<p>La coalition de la Tanzanie soutient les militant·e·s communautaires en proposant une formation sur le transfert des connaissances du secteur extractif, y compris les conseiller·ère·s locaux·ales qui ont obtenu de meilleurs revenus issus de l'exploitation des mines d'or locales pour les fonds publics et communautaires. Un·e autre a obtenu des fonds pour les écoles communautaires.</p>
Plaidoyer pour une meilleure protection de l'espace civique	<p>La coalition de la DRC a financièrement soutenu et défendu des jeunes appartenant aux mouvements citoyens qui étaient menacé·e·s par les autorités de la ville de Kolwezi pour avoir dénoncé le détournement de fonds destinés à déménager des populations. Les militant·e·s ont été forcé·e·s de passer dans la clandestinité.</p>
<i>ASSURER UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION</i>	
Un meilleur accès et une meilleure représentation des femmes dans le processus ITIE	<p>La coalition de la Colombie a promu l'approche de genre dans les rapports ITIE.</p> <p>La coalition du Ghana s'est efforcée de soutenir la participation des groupes vulnérables et exclus aux dialogues nationaux autour de l'industrie extractive.</p> <p>La coalition de la République kirghize a soutenu les femmes militantes dans l'accès aux données des entreprises et dans leurs interactions avec les autorités locales.</p>
Analyse de la participation, des avantages et des risques liés au genre	<p>Grâce au projet « Social Bonds », la coalition de Madagascar a réalisé une étude sur les impacts socioéconomiques des activités extractives pour les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap, et a aidé les participant·e·s à « faire entendre leur voix ».</p>
<i>RENDRE LES COALITIONS PLUS INCLUSIVES</i>	
Un engagement ou une représentation renforcés	<p>La coalition de la Mauritanie cherche à améliorer la participation des femmes et des jeunes issu·e·s des régions touchées par les activités extractives dans la coalition, et renforce la place attribuée à leurs priorités dans son plaidoyer.</p> <p>La coalition de l'Irak a fourni d'importants efforts pour rendre la coalition plus inclusive et diversifiée, et pour permettre une meilleure représentation dans les forums politiques.</p>

Annexe 4 : Rapports des coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les PROGRÈS accomplis dans le cadre du RÉSULTAT STRATÉGIQUE 4 de PCQVP en 2024 : participation plus importante dans des actions de plaidoyer avec d'autres coalitions.

Résumé des types de collaboration existants entre les coalitions PCQVP

Collaborations régionales	Les échanges régionaux de la région MENA incluent des activités de planification et d'élaboration de stratégies communes autour de questions clés comme les transitions énergétiques justes (mentionnées par l'Irak, la Tunisie, le Liban et le Yémen).
	Les échanges régionaux au sein de la région Asie-Pacifique ont permis la création du groupe de travail Asie-Pacifique sur les minerais de transition ainsi que d'un plan de plaidoyer régional (mentionné par les Philippines, l'Australie, l'Indonésie et l'Inde).
	Les coalitions d'Eurasie mentionnent des activités communes d'élaboration de stratégies et de plaidoyer ainsi que de nombreux échanges (Ukraine, Kirghizistan, Kazakhstan, Azerbaïdjan).
	Le groupe de travail sur les minerais de transition en Afrique (Madagascar, RDC, Zambie, Mali) a été mentionné par les coalitions et a mené des activités de plaidoyer commun à l'occasion de L'AMI 2023, de la Semaine du climat à New York, de la COP 28 à Dubaï, de la réunion de l'OCDE à Paris et d'autres événements.
	La campagne panafricaine sur les transitions énergétiques a été mentionnée par PCQVP Philippines .
Collaborations transrégionales	Des collaborations transrégionales portant sur la campagne Disclose The Deal ont été mentionnées par le Mali , qui évoque les actions entreprises avec d'autres coalitions. Plusieurs coalitions (comme celles de l'Ouganda et du Liberia) ont mentionné des campagnes communes de manière générale.
	Un travail transrégional sur les minerais de transition mené par les coalitions de PCQVP Asie-Pacifique et plusieurs coalitions africaines donc celles de la RDC, du Mali, de la Zambie et des Philippines (mentionné par les Philippines) .
Collaborations bilatérales	Apport d'un soutien bilatéral à d'autres coalitions confrontées à des répressions de l'espace civique (Tunisie et Azerbaïdjan) .
	Planification et action coordonnées avec les coalitions voisines sur de nouvelles exploitations gazières afin d'en atténuer les impacts (Mauritanie et Sénégal).

Annexe 5 : Rapports des coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les PROGRÈS accomplis dans le cadre du RÉSULTAT STRATÉGIQUE 5 de PCQVP en 2024 : meilleur apprentissage et meilleure formulation de l'impact

Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont rapporté les actions suivantes concernant le Résultat 5 de PCQVP (résumées et traduites) :

Australie	Mise en œuvre de nouveaux systèmes de S&E, notamment la documentation des réalisations et impacts
Azerbaïdjan	Utilisation des connaissances accumulées grâce aux ateliers sur la politique de genre, aux normes et aux approches de l'ITIE
Colombie	Résumé des enseignements, actions et impacts pour les partenaires
Côte d'Ivoire	Indéterminé
Ghana	Ne disposait précédemment pas de représentation systémique des impacts - est en train d'y remédier
Indonésie	A dispensé une formation financière à des ONG afin de renforcer la coalition, a offert l'indépendance financière à la coalition PCQVP
Irak	Les enseignements tirés des politiques ITIE ont permis à la coalition de conserver ses avantages et de résister aux tentatives du gouvernement pour réduire la présence de la société civile au sein du groupe multipartite
République kirghize	A enseigné aux membres de la coalition à rechercher des informations émises par les entreprises et les autorités ainsi que des données sur les licences, qui ont ensuite été publiées par le ministère
Liberia	« Est encore en train d'établir un suivi avec ses membres »
Madagascar	A appris que la coalition devait accueillir de nouvelles membres pour renforcer son influence et a recruté en ce sens. Octroie également de petites subventions en parallèle. L'expansion a permis une meilleure inclusion des groupes vulnérables.
Mali	A tiré des enseignements de ses victoires de plaidoyer et a s'est penché sur les lacunes en matière de réalisations
Mauritanie	A appris qu'en parallèle du plaidoyer sur la politique de gouvernance, nous devions permettre aux femmes et aux jeunes de bénéficier des avantages de l'extraction, à savoir un approvisionnement en énergie, des formations et des revenus

Philippines	Le travail réalisé sur une transition énergétique juste a été vecteur d'apprentissages et de nouvelles opportunités d'inclure les communautés
République du Congo	D'autres organisations de la société civile demandent à la coalition de partager ses enseignements en matière de transition énergétique
Sénégal	Repense la stratégie de sa coalition pour s'aligner sur celle de PCQVP et avoir plus d'impact, planifie d'importants projets portant sur la gouvernance des industries extractives, financés par des fonds européens
Sierra Leone	La documentation des enseignements et les partages avec le groupe multipartite se sont avérés utiles
Tanzanie	A entrepris une formation sur le S&E à l'échelle de la coalition, ce qui a permis une meilleure documentation ainsi qu'une meilleure formulation des résultats et des impacts
Ouganda	Plus à même de mobiliser les acteur-ric-e-s de la société civile dans le processus de validation de l'ITIE
Yémen	D'importants enseignements sur les transitions énergétiques ont été tirés des ateliers PCQVP, ce qui a donné lieu à la création d'un groupe de travail régional ainsi qu'à une révision de la stratégie et de la vision de la coalition afin d'inclure les questions de transitions, de climat et d'environnement.

Annexe 6 : Rapports des coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les PROGRÈS accomplis en matière de transition énergétique et de minerais de transition

Impacts sociaux et environnementaux	<p>PCQVP Irak, Yémen, Azerbaïdjan et Mauritanie ont mené une action de plaidoyer pour obtenir réparation pour la pollution environnementale causée par l'extraction des minerais de transition.</p> <p>Après avoir réuni la société civile, les communautés, les services gouvernementaux et les instituts de recherches pour faire pression sur les entreprises, PCQVP Irak a obtenu des compagnies pétrolières qui exploitent des gisements à Bassora qu'elles s'engagent à remédier aux graves problèmes de pollution.</p>
Optimisation des avantages et renforcement des protections	<p>PCQVP Mali a obtenu que les extractions de lithium prévues soient soumises à des lois stratégiques sur les minerais, qu'un prétraitement des minerais soit exigé afin de garantir les intérêts locaux et que les projets fassent l'objet d'une supervision dans le cadre de laquelle les membres des communautés participent aux dialogues multipartites.</p> <p>PCQVP Zambie a plaidé avec succès pour le renforcement de la législation relative aux ressources minérales et pour la création d'une stratégie nationale pour les minerais critiques. En conséquence, le gouvernement a créé un premier projet de consultation. Madagascar a aussi plaidé pour la création d'une stratégie nationale sur les minerais de transition.</p> <p>PCQVP RDC a plaidé avec succès pour la renégociation du contrat sur l'exploitation minière conclu entre la RDC et la Chine afin de garantir une meilleure gouvernance et veiller à ce que l'État de la RDC bénéficie de plus d'avantages et de meilleures protections.</p> <p>PCQVP Indonésie a mis en lumière des soupçons de corruption dans le secteur des minerais de transition.</p> <p>PCQVP Tunisie a publié une critique des données et des contrats de production des minerais de transition, tout en menant une campagne pour accélérer la transition énergétique nationale.</p> <p>PCQVP Côte d'Ivoire, Zambie, Mali, Ghana et Sierra Leone ont mené des actions de plaidoyer pour obtenir une meilleure supervision, notamment via l'examen des lois et codes miniers, afin de mieux couvrir la gouvernance des minerais de transition et garantir un avantage national plus internalisé. PCQVP Australie a plaidé pour empêcher la déréglementation des activités liées aux minerais de transition.</p>
Création de débats publics	PCQVP Ghana et Tanzanie ont généralisé, initié et encouragé des débats et des recommandations politiques au niveau national concernant la nécessité de trouver le juste équilibre entre l'intérêt public maximal et la protection contre les dommages causés par l'extraction des minerais de transition.

Création de plateformes de la société civile	<p>PCQVP Tanzanie et Indonésie ont aidé à favoriser un consensus des ONG sur les questions liées aux transitions, l'Indonésie a aidé à créer des plateformes nationales et régionales pour les ONG/ONGI et des coalitions sur les transitions énergétiques ainsi qu'à créer un consensus sur le sens du mot « juste » pour les communautés. C'est également le cas de PCQVP Philippines, qui a amplifié la voix des communautés afin qu'elles puissent s'exprimer sur les sujets de la transition énergétique juste et des minerais de transition.</p> <p>PCQVP Philippines, Indonésie et Guinée-Bissau ont aidé à renforcer les connaissances des communautés locales au sujet des impacts des transitions énergétiques et des flux de revenus afin qu'elles puissent plaider pour leur propre cause.</p>
Mobilisation de l'ITIE	<p>PCQVP RDC et Liban ont utilisé l'ITIE pour renforcer les dispositions relatives à l'extraction des minerais de transition et PCQVP Ouganda a cherché à obtenir une meilleure divulgation des contrats dans le contexte des minerais de transitions et des combustibles fossiles.</p>
Pression exercée pour obtenir des divulgations sur les risques climatiques encourus.	<p>PCQVP Australie a mené des actions de plaidoyer pour la divulgation des risques financiers.</p>
Justice dans le financement de la transition énergétique	<p>PCQVP Sénégal et Timor Leste ont mené des actions de plaidoyer pour veiller à ce que les communautés et les groupes exclus bénéficient des financements des plans pour une transition énergétique juste.</p>
Surveillance des projets zéro émission	<p>PCQVP Congo surveille la question des marchés du carbone, notamment les zones de développement durable financées par le pétrole, dont le but est de capter le CO2. La coalition réalise cette surveillance grâce à ses organisations membres et aux communautés locales.</p>

Annexe 7 : Chiffres concernant les membres des coalitions en 2024

Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont rendu compte d'un total de **886 organisations membres** à travers l'ensemble de leurs coalitions. C'est moins que les années précédentes (1 033 en 2023) car un nombre moins important de coordinateur·rice·s nationaux·ales a répondu à l'enquête. Il y avait donc moins de membres à déclarer. **La proportion d'organisations de femmes, de jeunes et de peuples autochtones est restée globalement similaire aux enquêtes précédentes, fluctuant légèrement étant donné que les pays qui répondent varient d'année en année** : les organisations et réseaux de femmes constituaient 13 % du nombre total de membres parmi les coalitions (119), les organisations et réseaux de jeunes 12 % (106) et les organisations et réseaux de peuples autochtones 16 % (143). L'enquête de 2023 demandait également si les coalitions comprenaient des groupes travaillant sur des **questions touchant les personnes en situation de handicap**. Au total, les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont rapporté 50 groupes de ce type en 2024, un chiffre similaire aux enquêtes de 2022 et 2023, qui correspond à 6 % du nombre total d'organisations membres déclarées en 2024.

Notes sur les réponses à l'enquête.

L'enquête a donné lieu à un bon taux de réponse au cours de la période de stratégie. Proportionnellement au nombre de coalitions comptabilisées en 2020, le taux de coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête était de plus de 9 sur 10 (2020). Dans le cadre de l'enquête initiale de 2020, chaque coordinateur·rice national·e a été contacté·e plusieurs fois pendant la période de travail sur le terrain afin de l'inciter à répondre. Le taux de réponse a légèrement diminué au cours des années suivantes, mais pas de manière significative, si bien qu'il était d'un peu plus que 7 sur 10 en 2023. En 2024, il était de 6,5 sur 10. Si on enlève les coalitions qui n'avaient pas de coordinateur·rice national·e en janvier 2024 (et qui n'avaient donc personne pour répondre à l'enquête), ce chiffre se situait juste au-dessus de 7 sur 10.

L'intervention du secrétariat pour inciter les coordinateur·rice·s nationaux·ales à répondre joue un rôle essentiel dans le taux de réponse. En 2024, le secrétariat n'est intervenu dans toutes les régions que tard dans le processus (après la période de travail sur le terrain). Son intervention, avec l'aide apportée par les responsables régionaux·ales, a permis de recueillir plus de réponses pendant une semaine de rappels modérés (19 réponses en à peine plus d'une semaine, contre 15 réponses au cours des six semaines de la période de travail sur le terrain). Ce type d'incitation est très utile et devrait avoir lieu plus tôt dans le processus afin de maximiser le nombre de réponses et de garantir l'obtention de données utilisables.

L'enquête a été conçue pour que les coordinateur·rice·s nationaux·ales y répondent trois fois au cours de la période de stratégie de 5 ans : au début, à mi-parcours et à la fin. Après la première année, il a été décidé qu'elle serait soumise chaque année. Cette décision doit être examinée afin de définir la fréquence la plus efficace et pertinente en vue de prochaines enquêtes.

Fin du document.